

Commission: Conseil UE pour un “Blue Deal”

Problématique: Comment l'Union européenne peut-elle renforcer son rôle dans la protection des mers et des océans, tout en conciliant les intérêts économiques des États membres ?

Pays: Espagne

L'Espagne, pays côtier bordé par la mer Méditerranée à l'est, l'océan Atlantique au sud-ouest et la mer Cantabrique au nord, est située sur la péninsule Ibérique et se compose de 17 communautés autonomes. Le Royaume d'Espagne est actuellement dirigé par le gouvernement de Pedro Sánchez, à la tête d'une coalition de centre-gauche engagée en faveur de la transition écologique, tout en cherchant à stabiliser l'économie du pays.

L'Espagne, qui joue un rôle majeur dans l'économie maritime européenne, occupe une position importante et tente de trouver un équilibre entre la préservation des espaces marins, la gestion de l'eau et le développement de l'activité économique liée à la mer.

L'Union européenne est également appelée à renforcer son engagement en faveur de la protection du milieu marin et de la gestion durable des écosystèmes aquatiques, conformément à l'Objectif de Développement Durable numéro 14: « Vie aquatique ». La problématique réside donc dans la nécessité de concilier la protection des mers et les activités économiques maritimes en regroupant les intérêts des États membres de l'Union européenne.

Aujourd'hui, les mers et les océans jouent un rôle crucial pour l'Union européenne. Ils constituent un espace stratégique qui facilite les échanges internationaux, favorisent une importante activité touristique balnéaire, créent de l'emploi dans différents secteurs et donnent accès à diverses ressources naturelles essentielles pour l'Homme. Pourtant, les écosystèmes marins sont aujourd'hui fortement fragilisés par la surpêche, la pollution, le changement climatique et l'acidification des océans. Pour l'Espagne, ces défis sont particulièrement importants puisqu'elle représente environ 20% de la production halieutique de l'Union européenne et possède l'une des plus grandes flottes de pêche du continent: donc les quotas, les réglementations environnementales et les restrictions d'activité ont un impact direct sur l'emploi et sur l'économie de nombreuses régions côtières espagnoles. De plus, la gestion du cycle de l'eau est également un point important à aborder. En 2024, l'Espagne connaît une sécheresse importante, alors que l'agriculture consomme environ 80% de l'eau du pays. Une irrigation inefficace peut alors épuiser les nappes phréatiques et entraîner le transport d'engrais vers la mer, ce qui abîme les écosystèmes marins. La gestion de l'eau agricole et des systèmes d'irrigation pose donc également des défis.

Pour faire face à tous ces défis, l'Espagne est en faveur d'une politique de préservation des océans, en tenant compte des marchés et des populations espagnoles et européennes dépendantes des emplois et des activités maritimes ou halieutiques. Sur le plan écologique, elle a été le premier pays de l'Union européenne à ratifier le traité «BBNJ» en 2023, visant à protéger la biodiversité en haute mer et à atteindre l'objectif de protéger 30% des espaces marins d'ici 2030. Cette ratification traduit alors l'engagement de notre pays en faveur de la coopération internationale visant à protéger les espaces maritimes. Néanmoins, en tant que première puissance halieutique européenne représentant environ 20% de la production totale de la pêche de l'Union européenne, l'Espagne défend également une application équilibrée de la Politique commune de la pêche qui pourrait soutenir les milliers de

personnes et familles dépendantes de la pêche. Finalement, l'Espagne est également étroitement dépendante de l'Union européenne puisqu'elle est le premier bénéficiaire des fonds européens maritimes, qui lui servent à moderniser ses flottes et à soutenir une pêche durable, c'est-à-dire une pêche qui assure la durabilité des stocks de poissons et protège les écosystèmes.

Notre pays a déjà engagé plusieurs actions concrètes face aux enjeux mentionnés: d'abord, comme mentionné précédemment, l'Espagne a été le premier pays de l'Union européenne à ratifier le traité des Nations Unies «BBNJ»; ensuite elle a augmenté la surface de ses aires marines protégées grâce au réseau Natura 2000; de plus elle est devenu le principal contributeur du Fonds bleu pour la coopération en Méditerranée, avec un engagement financier de 8,5 millions d'euros, afin de soutenir des projets régionaux et finalement, pour faire face aux périodes de sécheresse, elle a lancé un plan d'urgence afin de renforcer les infrastructures de dessalement et de recyclage des eaux usées avec un financement d'environ

Pour conclure, l'Espagne adopte une position europhile et favorable à un renforcement du rôle de l'Union européenne dans la protection des mers et des océans. Elle soutient une politique maritime fondée sur la préservation des écosystèmes marins et sur la protection des fonds marins, en insistant sur une véritable prise en compte des intérêts économiques et sociaux nationaux et européens. L'Espagne défend alors une position équilibrée et pragmatique visant à concilier les intérêts économiques et écologiques.